



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT
n° 5230/SG

Paris, le 18 mai 2007

LE PREMIER MINISTRE

À

**MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,
MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES,
MESSIEURS LES SECRÉTAIRES D'ÉTAT,
MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE**

OBJET: Déplacements à l'étranger des membres du Gouvernement et accueil en France des hautes personnalités étrangères

L'exercice de vos attributions vous conduit à vous déplacer à l'étranger pour y rencontrer vos homologues ou diverses personnalités. Elle vous conduit aussi à recevoir en France des membres de gouvernements étrangers.

Les liens créés à l'occasion de ces visites sont nécessaires au développement de l'action gouvernementale. Il importe toutefois qu'elles s'insèrent harmonieusement, dans leur principe comme dans leurs modalités, dans le cadre de la politique extérieure du Gouvernement.

Le ministère des affaires étrangères et européennes a la responsabilité de veiller à ce que ces déplacements soient en cohérence avec les orientations générales de cette politique comme avec les relations bilatérales entretenues avec chacun des États étrangers.

Il me paraît utile en conséquence de rappeler et de compléter les règles à respecter pour organiser vos déplacements à l'étranger et ceux des membres de gouvernements étrangers en France. Ces règles ne s'appliquent pas aux déplacements liés au fonctionnement des institutions de la Communauté européenne.

1 - Tout voyage à l'étranger dans l'exercice de vos fonctions et toute invitation en France d'une personnalité étrangère de rang gouvernemental sont soumis à l'accord préalable du ministre des affaires étrangères et européennes.

Tout projet doit donc être porté à sa connaissance aussitôt que possible par note adressée au cabinet du ministre des affaires étrangères et européennes. Cette note mentionnera tous les éléments relatifs à l'objectif de la visite et aux grandes lignes du programme envisagé.

Vous vous abstenrez en conséquence de prendre avec vos partenaires étrangers le moindre engagement tant que l'accord du ministre des affaires étrangères et européennes ne vous aura pas été communiqué.

2 - Le programme et l'organisation de la visite sont mis au point par votre département ministériel en liaison avec le ministère des affaires étrangères et européennes.

La direction géographique ou sectorielle concernée du ministère des affaires étrangères et européennes assistera à cette fin votre ministère, notamment en lui donnant les indications et conseils utiles.

Vos échanges avec les postes diplomatiques, qui doivent être adressés aux ambassadeurs à l'exclusion de tout rapport direct avec les attachés spécialisés dans votre domaine d'attributions, doivent obligatoirement transiter par le ministère des affaires étrangères et européennes.

Il y a lieu de tenir le plus grand compte des avis ainsi donnés qui s'inspirent d'une connaissance précise de la situation de chaque Etat et des relations entretenues avec lui.

Le ministère des affaires étrangères et européennes est habilité à s'opposer à tel aspect du programme envisagé qui lui paraîtrait inopportun. Tout désaccord persistant devra être porté à l'attention de mon cabinet.

3 - Certaines recommandations générales relatives au choix des dates de vos déplacements doivent être formulées.

Celui-ci doit être fait, dans toute la mesure du possible, en respectant vos obligations de participation aux travaux du Gouvernement, tout particulièrement au Conseil des ministres, et aux travaux du Parlement, tout particulièrement aux séances de questions.

De même, votre participation aux travaux du conseil des ministres de l'Union européenne doit en principe avoir le pas sur vos visites à l'étranger ou sur l'invitation de ministres étrangers.

Si un déplacement vous conduit à être absent du Conseil des ministres, le secrétariat général du Gouvernement doit en être informé sans délai : il sollicitera l'accord du Président de la République.

4 - Le ministère des affaires étrangères et européennes tiendra à jour, pour chaque ministre d'une part, pour chaque Etat étranger d'autre part, un calendrier des échanges de visites ministérielles programmées ou envisagées.

Ce calendrier lui permettra notamment d'assurer une répartition harmonieuse des déplacements et de veiller au respect de l'équilibre nécessaire entre les visites françaises à l'étranger et les visites étrangères en France.

Le ministère des affaires étrangères et européennes communiquera chaque mois au secrétariat général de la Présidence de la République, à mon cabinet et au secrétariat général du Gouvernement les perspectives de visites ministérielles à l'étranger et de visites en France de ministres étrangers.

5 - En diverses occasions de la vie diplomatique, le Gouvernement doit être représenté en tant que tel, qu'il s'agisse de participer à l'accueil ou au programme de la visite en France de hautes personnalités étrangères ou d'assister à certaines cérémonies à l'étranger.

Le ministre des affaires étrangères et européennes et les membres du Gouvernement qui lui sont rattachés, qui assument une grande partie de ces obligations, ne peuvent à eux seuls supporter la totalité de cette charge.

Tous les membres du Gouvernement, quelles que soient leurs attributions, doivent considérer comme une impérieuse obligation de participer à la représentation diplomatique du Gouvernement.

Je souhaite donc que vous accueilliez favorablement les demandes qui vous sont adressées à ce titre par le secrétariat général du Gouvernement, sans hésiter, si nécessaire, à réaménager votre emploi du temps.

Le cas échéant, le secrétaire général du Gouvernement pourra être conduit à désigner le ministre appelé à remplir une obligation déterminée.



François FILLON